

## Une réponse canadienne à la crise alimentaire et financière mondiale

### ***La réponse du Canada : s'assurer que le gouvernement canadien poursuit ses efforts pour réduire l'insécurité alimentaire mondiale et pour garantir le respect du droit humain à l'alimentation pour tous.***

- 1. Adopter une stratégie pour vaincre la faim dans le monde fondée sur un cadre politique basé sur le respect du droit humain à l'alimentation, et qui tient compte de la Loi sur la responsabilité en matière d'APD et du fait que la cohérence des politiques est essentielle pour faire respecter ce droit.*
- 2. Désigner l'agriculture comme priorité sectorielle pour l'ACDI*
- 3. S'assurer que l'appui de l'ACDI au secteur de l'agriculture est dirigé vers les petits agriculteurs et contribue à renforcer durablement leurs moyens d'existence et à les aider à s'adapter aux changements climatiques.*
- 4. Reconnaître et renforcer le rôle central des femmes dans l'agriculture.*
- 5. Continuer à respecter ses obligations dans le cadre de la Convention relative à l'aide alimentaire.*
- 6. Utiliser son leadership à l'échelle internationale pour s'assurer que tout remaniement au sein des institutions agroalimentaires multilatérales (FAO, PAM, FIDA, GCRAI) s'avère une mesure institutionnelle véritablement destinée à contrer l'insécurité alimentaire.*
- 7. Appuyer les règles du commerce international de l'agriculture qui favorisent la production agricole à petite échelle dans les pays en développement.*
- 8. Trouver de nouvelles mesures ou modifier les mesures actuelles afin d'atténuer la volatilité des prix des denrées alimentaires à l'échelle internationale.*

### **Contexte**

La flambée des prix des denrées alimentaires apparue au début de 2008 a provoqué de l'insécurité dans de nombreux pays et soulevé la crainte d'une pénurie alimentaire mondiale. La FAO a affirmé qu'il y a assez de nourriture dans le monde pour nourrir toute la population, mais que les plus démunis n'y ont pas accès. Plus de 800 millions de personnes dans le monde vivent en sous-alimentation chronique, et ce nombre est destiné à grandir à cause de l'augmentation des prix des denrées alimentaires.

---

<sup>1</sup>Organisation catholique canadienne pour le Développement et la Paix, Conseil canadien pour la coopération internationale, Canadian Foodgrains Bank, CHF – Partners in Rural Development, ETC Group, Radios Rurales Internationales, Sécurité Alimentaire Canada, Inter Pares, Comité central Mennonite - Canada, Oxfam Canada, Oxfam Québec, Plan Canada, Droits et Démocratie, Église Unie du Canada, UPA Développement international, USC Canada, Vision Mondiale Canada.

Le gouvernement canadien, grâce à son aide internationale et à d'autres initiatives prises dans des forums internationaux, s'est efforcé d'améliorer la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables et dispose maintenant d'un groupe de travail interministériel dont le mandat est de trouver des solutions à long terme à la crise alimentaire. Cependant, la crise récente qui affecte le secteur financier, et les mesures prises par de nombreux gouvernements pour sortir de cette crise, ont relégué au second plan la crise alimentaire et risquent d'affecter les budgets consacrés à la sécurité alimentaire

Les Canadiens sont préoccupés par l'insécurité alimentaire qui règne dans le monde, et pensent que le Canada se doit d'agir pour enrayer la flambée des prix des denrées alimentaires.<sup>2</sup> Il ne s'agit pas seulement d'une question éthique, mais politique, car la sécurité alimentaire est essentielle pour garantir la stabilité politique. Face au double problème de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'instabilité du secteur financier, il est plus important que jamais que le gouvernement canadien trouve des moyens appropriés pour améliorer la sécurité alimentaire mondiale.

Le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire considère que la crise alimentaire a été causée par les facteurs structurels suivants (pas nécessairement placés en ordre d'importance):

**Le manque d'appui au secteur agricole dans les pays en développement** – L'ajustement structurel et la libéralisation des échanges internationaux ont affaibli la capacité des gouvernements de nombreux pays en développement à soutenir l'agriculture. Cette situation ne s'est pas améliorée depuis les deux dernières décennies, le prix des céréales étant demeuré très bas à cause des importations alimentaires subventionnées et de la surproduction des pays du Nord. En moyenne, les pays en développement consacrent seulement 4% de leurs budgets nationaux à l'agriculture, alors que celle-ci représente le principal moyen d'existence de 60 à 80% de la population. Alors que ce sont les femmes qui produisent 60 à 80 % des denrées alimentaires de base, l'inégalité entre les sexes largement répandue empêche la reconnaissance de leurs droits et nuit à leur productivité.

**Le manque d'appui au secteur agricole dans les pays donateurs** – Les donateurs, y compris l'ACDI, ont beaucoup réduit la part de l'aide qu'ils consacraient à l'agriculture, celle-ci étant passée de 18% en 1979 à moins de 4% en 2004.

**L'augmentation de la consommation de viande et de produits laitiers** – La consommation de produits alimentaires d'origine animale a augmenté depuis les 50 dernières années, faisant augmenter de façon catastrophique la demande de céréales et de graines oléagineuses. En particulier, des changements dans les habitudes alimentaires, associés à l'augmentation de la population dans certains pays comme l'Inde et la Chine, ont contribué à faire monter en flèche les prix des aliments de base.

**Le développement de l'industrie des biocarburants** – L'industrie des biocarburants, en grande partie alimentée par des politiques et des subventions gouvernementales aux États-Unis et dans l'Union européenne, entraîne une augmentation importante de la demande de céréales et de graines oléagineuses, et est un des facteurs responsables de la hausse des prix des produits alimentaires. Cette industrie est beaucoup moins importante dans les pays en développement, mais elle menace déjà la biodiversité, la disponibilité en eau et la production agricole à petite échelle.

---

<sup>2</sup> [http://www.inferg.ca/workingpapers/Food\\_Panel\\_Food\\_prices\\_4\\_07\\_08.pdf](http://www.inferg.ca/workingpapers/Food_Panel_Food_prices_4_07_08.pdf)

**L'augmentation de la volatilité des marchés et la spéculation** – La déréglementation des marchés agricoles effectuée au cours des trois dernières décennies et la spéculation sur les produits de base ont probablement aussi contribué à la volatilité actuelle des prix des aliments.

**Une plus grande vulnérabilité aux changements climatiques** – Bien que les principaux responsables du changement climatique soient les pays du Nord, ce sont les agriculteurs des pays du Sud qui ressentiront le plus ses effets. Des variations dans la quantité et la fréquence des précipitations saisonnières ainsi que dans les patterns et l'intensité des intempéries affectent déjà les agriculteurs et la production agricole dans les pays en développement.

## **Les conséquences de la crise financière mondiale**

Déjà fortement touchés par la crise alimentaire, les pays en développement sont maintenant frappés de plein fouet par la crise financière internationale. Le moindre ralentissement dans l'économie des pays riches entraîne rapidement une baisse de la demande pour les produits manufacturés (dont beaucoup proviennent d'usines de pays du Sud) et des baisses importantes des sommes que les ressortissants du Sud qui travaillent dans des pays du Nord peuvent envoyer vers leur pays d'origine. De plus, on s'attend à ce que la pénurie de devises étrangères (à cause du rappel des prêts à court terme et de la difficulté d'obtenir de nouveaux prêts) entraîne une dévaluation des devises et fasse grimper les prix des denrées alimentaires à l'échelle locale.

## **Que devrait faire le gouvernement canadien?**

Ces crises dans les secteurs alimentaire et financier menacent la stabilité internationale, tant au plan politique qu'au plan économique. La communauté internationale doit y répondre de manière efficace. En se basant sur ce constat, le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire croit que les initiatives suivantes contribueront à améliorer la sécurité alimentaire mondiale.

- 1. Défendre le droit à l'alimentation et multiplier les initiatives pour vaincre la faim dans le monde** – Nous ne pouvons espérer que les forces du marché conduiront, d'elles-mêmes, au respect du droit à l'alimentation pour tous. La nourriture est essentielle à la survie de l'être humain et le droit à l'alimentation est un droit universel, protégé par les conventions des Nations Unies sur les droits humains. Ces conventions sont basées sur une vision de la sécurité alimentaire qui prend en compte une multitude de facteurs, y compris la bonne gouvernance, la politique économique, l'accès aux ressources et la redevabilité de l'État. Dans ses discussions sur l'aide humanitaire, le commerce, et sur d'autres domaines liés à l'alimentation, le gouvernement canadien devrait s'assurer qu'il prend des positions cohérentes avec le droit à l'alimentation, et il devrait promouvoir activement le droit à l'alimentation dans les forums internationaux.
- 2. Augmenter la part de l'aide canadienne consacrée au secteur de l'agriculture** – La crise alimentaire ne pourra être résolue si l'aide internationale n'est pas dirigée en priorité vers ceux pour qui l'agriculture représente le principal moyen d'existence, soit 60 à 80% de la population, et qui cultivent des terres de trois hectares ou moins. L'ACDI doit mettre en œuvre des programmes spécifiques avec des budgets substantiels pour appuyer ces petits agriculteurs, femmes et hommes, afin de renforcer leurs moyens d'existence tout en les aidant à augmenter durablement leur production agricole, tant pour leur propre consommation que pour leur permettre de s'intégrer dans les marchés locaux. Nous rappelons au gouvernement canadien les objectifs fixés par les Nations Unies: l'APD doit représenter 0,7% du RNB, et l'investissement dans l'agriculture doit atteindre 10% du budget de l'aide internationale. Depuis 2002, la part du budget que l'ACDI consacre à

l'agriculture n'a pas augmenté, représentant moins de 7%. Une augmentation importante est maintenant nécessaire, conséquente avec l'augmentation prévue de l'aide canadienne jusqu'en 2010. Nous exhortons l'ACDI à établir un calendrier pour atteindre les objectifs des Nations Unies.

3. **Appuyer les systèmes agricoles qui renforcent la résilience des petits agriculteurs** – L'évaluation internationale des sciences et technologies agricoles pour le développement (IAASTD) - et de nombreux pays développés et en développement partagent cette opinion - estime que les approches locales et agro-écologiques qui permettent aux agriculteurs de s'adapter aux changements climatiques, à la volatilité des marchés et à d'autres contraintes, sont très importantes. L'IAASTD remet en question la prépondérance du modèle agricole industriel, surtout à cause de ses conséquences sur la société et l'environnement. Il est urgent que l'ACDI appuie des mesures qui renforcent la résilience des petits agriculteurs<sup>3</sup>. L'aide canadienne ne devrait pas être utilisée pour encourager ou pour développer la production de biocarburants à partir de plantations à grande échelle, peu importe s'il s'agit de production pour l'alimentation ou d'arbres.
4. **Reconnaître le rôle central joué par les femmes dans l'agriculture** – La question de l'égalité entre les sexes devrait être systématiquement intégrée dans les politiques canadiennes relatives à l'aide internationale au secteur agricole pour que soit enfin reconnue et renforcée la grande importance de leurs connaissances traditionnelles et de leur contribution à l'agriculture, à la conservation des ressources génétiques et au développement communautaire.
5. **Continuer à financer des programmes d'aide alimentaire** – Le gouvernement canadien a fourni une aide alimentaire supplémentaire, répondant ainsi à des besoins urgents, à la fois en augmentant le volume d'aide et en assouplissant ses procédures d'achats de denrées alimentaires dans les pays en développement. Le Canada devrait proposer l'adoption d'une nouvelle Convention internationale relative à l'aide alimentaire qui permettrait de concentrer l'aide alimentaire dans les pays où celle-ci est la plus appropriée.
6. **Jouer un rôle de premier plan dans la réforme des institutions agroalimentaires multilatérales** -- Des études récentes ont mis à jour des faiblesses importantes dans les structures de ces institutions (FAO, PAM, FIDA, GCRAI). Il faut les réformer afin qu'elles puissent mieux répondre aux besoins des petits agriculteurs et mieux coordonner leurs efforts.
7. **Enjoindre les institutions financières internationales à établir des politiques en faveur des petits agriculteurs des pays en développement** – Les politiques commerciales et les conditions des prêts doivent permettre aux gouvernements de développer l'agriculture durable à l'échelle locale et de protéger les petits agriculteurs des conséquences de la compétition injuste. Les négociateurs canadiens en matière de politique commerciale devraient arrêter de vouloir réduire la protection accordée agriculteurs pauvres dans les pays en développement.
8. **Apporter des solutions à la volatilité des prix alimentaires** – Comme il est probable que la production alimentaire mondiale continue à être serrée, il faut prendre des initiatives pour

---

<sup>3</sup> *Vers une plus grande résilience: les petits agriculteurs et le devenir de l'agriculture (2008), un document produit par le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire, fournit des exemples de programmes financés par l'ACDI qui aident les petits agriculteurs à développer des systèmes agricoles résilients. Ce document se trouve sur les sites des membres de la CFGB.*

limiter la volatilité des prix des denrées alimentaires, car cette situation contribue à appauvrir les consommateurs et nuit à l'agriculture durable pratiquée par les petits agriculteurs. Le gouvernement canadien devrait exiger que les forums internationaux étudient attentivement les accords d'investissement et de commerce actuels et la gestion des stocks de denrées alimentaires pour s'assurer que ceux-ci permettent d'atténuer les effets de la volatilité des prix alimentaires et de garantir des prix équitables aux agriculteurs. Le gouvernement devrait aussi aider les pays en développement à remettre en place des mécanismes (comme des réserves nationales de céréales) permettant de stabiliser les prix des denrées alimentaires sur les marchés locaux.